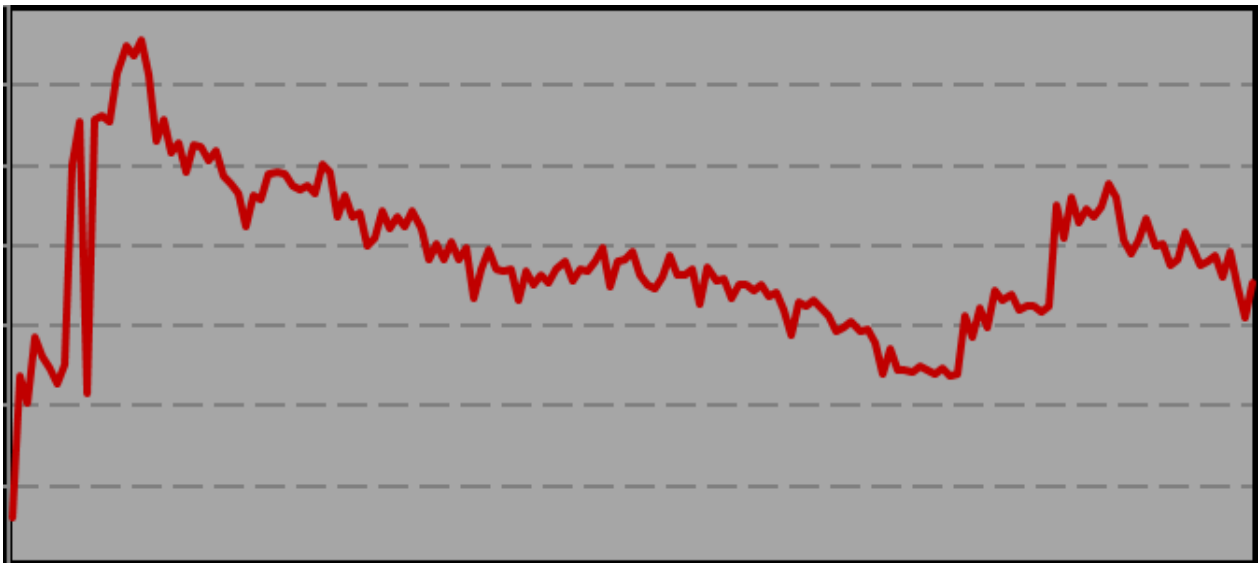


Republique du Tchad
Ministère de l'Economie et de la Planification du Développement
Secrétariat Général
Institut National de la Statistique,
des Études Economiques et Démographiques



Note trimestrielle économique et sociale



DEUXIEME TRIMESTRE 2017

TABLE DES MATIERES

TABLE DES TABLEAUX.....	1
TABLE DES FIGURES.....	1
SIGLES ET SIGNES CONVENTIONNELS	3
AVANT - PROPOS	4
I. ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE INTERNATIONAL.....	5
II. ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE NATIONAL	7
II.1 LA PRODUCTION PETROLIERE.....	7
II.2 LA PRODUCTION INDUSTRIELLE	8
II.3 LE COMMERCE EXTERIEUR ET LES SERVICES	10
II.4 LA COMPETITIVITE DE L'ECONOMIE TCHADIENNE	14
II.5 LES PRIX.....	14
II.6 LES FINANCES PUBLIQUES ET LA MONNAIE	18
II.7 INDICATEURS ÉCONOMIQUES	21
I. INDICATEURS SOCIO-ECONOMIQUES ET DEMOGRAPHIQUES RECENTS.....	23

TABLE DES TABLEAUX

Tableau 1 : Évolution du commerce extérieur (en millions de F CFA).....	10
Tableau 2 : Évolution des prix de produits de premières nécessités par ville (en %).....	16
Tableau 3: Évolution des indices de produits par ville et selon leur origine (en %)	17
Tableau 4 : Évolution de la situation monétaire (en millions de F CFA)	20
Tableau 5 : Taux de croissance en volume (%)	21
Tableau 6 : Évolution des dépenses de l'État (en millions de F CFA).....	22
Tableau 7 : Indicateurs sociodémographiques	23
Tableau 8: Importations en valeur selon les 10 premiers pays de provenance en 2016 (hors pétrole et coton)	25
Tableau 9: Importations en valeur selon les 10 premiers pays de provenance hors pays de la CEMAC en 2016 (hors pétrole et coton)	25
Tableau 10 : Exportation du Tchad selon les pays de destinations 2016 (hors pétrole et coton)	26
Tableau 11: Les principaux produits d'exportations du Tchad en 2016 (Hors Pétrole et coton).....	26

TABLE DES FIGURES

Figure 1 : Croissance des PIB de quelques pays.....	5
Figure 2 : Cours de quelques matières premières	6
Figure 3 : Évolution de la production pétrolière	7
Figure 4 : Évolution de la mise à la consommation des hydrocarbures (litres)	8
Figure 5 : Évolution de l'indice d'ensemble	8
Figure 6 : Évolution de l'indice d'extraction des hydrocarbures et raffinage (base 100 = 2012)	9
Figure 7 : Évolution des indices de fabrication des produits alimentaires et à base de tabac (base 100 = 2012)	10
Figure 8 : Évolution du chiffre d'affaire moyen (en millions de F CFA), estimation 2017	11
Figure 9 : Évolution de la masse salariale moyenne (en millions de F CFA).....	11
Figure 10 : Évolution du trafic aérien [données provisoires T1]	12
Figure 11 : Évolution des immatriculations de véhicules [données provisoire T1].....	13
Figure 12 : Compétitivité de l'économie (rebasement : base 100 = 2014).....	14
Figure 13 : Évolution de l'indice des prix à la consommation (glissement trimestriel)	15
Figure 14 : Évolution du taux d'inflation trimestrielle (en %)	15
Figure 15 : Évolution du taux d'inflation trimestrielle hors produits frais et énergie, de produits locaux et importés (en %)	18
Figure 16 : Évolution des recettes et dépenses de l'État (en millions de F CFA)	19
Figure 17 : Évolution de la dette extérieure (millions de FCFA)	19

SIGLES ET SIGNES CONVENTIONNELS

BEAC :	Banque des États de l’Afrique Centrale
BRENT :	pétrole de référence sur le marché international
CEMAC :	Communauté Économique et Monétaire de l’Afrique Centrale
EDS-MICS :	Enquête Démographique et de Santé à Indicateurs Multiples
F CFA :	Franc de la Coopération Française en Afrique
FMI :	Fonds Monétaire International
INSEED :	Institut National de la Statistique, des Études Économiques et Démographiques
INSEE :	Institut National de la Statistique et des Études Économiques
OCDE :	Organisation de Coopération et de Développement Économique
PIB :	Produit Intérieur Brut
RGPHT :	Recensement Général de la Population et de l’Habitat au Tchad
UE:	Union Européenne
\$ US:	Dollars US

AVANT - PROPOS

La production de ce document fait suite à des orientations données par le Monsieur Ministre de l'Économie et de la Planification du Développement qui a exprimé la nécessité d'élaborer et de diffuser une note trimestrielle présentant une vue synthétique de l'économie tchadienne permettant aux Autorités du pays, aux partenaires, au secteur privé, à la société civile et autres acteurs de la vie socioéconomique de s'informer régulièrement sur l'évolution économique à court terme du pays, afin de pouvoir mieux orienter les politiques publiques et les choix décisionnels.

L'amélioration de la qualité des outils statistiques d'une manière générale et des indicateurs de suivi de la conjoncture économique en particulier continue d'être un pilier majeur du processus de modernisation des statistiques économiques entrepris par l'Institut National de la Statistique, des Études Économiques et Démographiques depuis plusieurs années. A l'avenir nous comptons enrichir le contenu de cette note en y intégrant les comptes trimestriels, et toutes autres données pertinentes qui pourraient être disponibles.

Bien que la note se veut trimestrielle, le lecteur y trouvera des données statistiques nationales ne respectant pas cette périodicité, nous en sommes conscients ; mais nous avons jugé utile de les intégrer, pour donner au public la possibilité de s'informer davantage et de se rafraichir la mémoire en disposant des données plus relativement anciennes.

L'INSEED exprime toute sa gratitude à Monsieur le Ministre Ngueto Tiraina Yambaye pour son soutien et ses conseils qui ont permis d'élaborer cette présente note.

Aussi, la Direction Générale de l'INSEED voudrait remercier toutes les Institutions partenaires (publiques et privées) et les personnes ayant contribué à l'élaboration du présent document et les exhorte à œuvrer au renforcement de notre partenariat pour permettre à l'ensemble des acteurs économiques de disposer d'une information aussi complète que possible, à jour et régulière sur l'économie nationale.

D'ores et déjà, l'INSEED sera très reconnaissant de recevoir les observations des lecteurs pour permettre d'améliorer les prochaines publications.

Le Directeur Général

Ousman Abdoulaye Haggar

I. ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE INTERNATIONAL

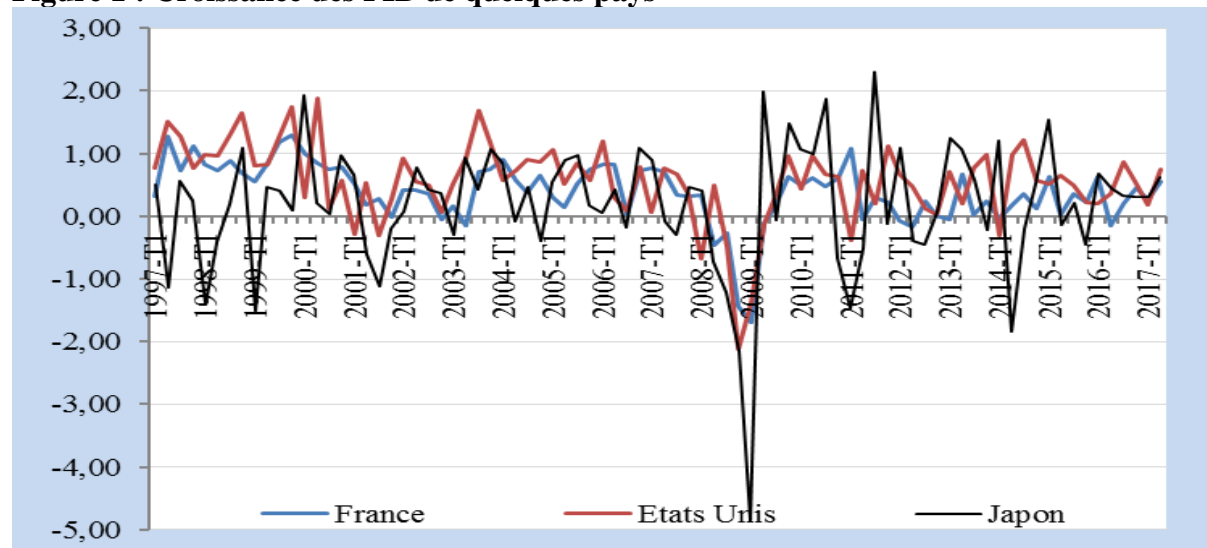
Croissance mondiale : un raffermissement continu dans les pays de l'UE sur fond d'un fléchissement du cours de pétrole

Les économies de la zone euro ont continué d'enregistrer un raffermissement de l'activité commencé en début d'année. La reprise semble s'auto-entretenir dans cette zone. La France, l'Allemagne et l'Italie ont gagné respectivement 0,29 points de pourcentage, 0,02 points de pourcentage et 0,17 points de pourcentage au second trimestre 2017 par rapport au premier trimestre. Ainsi, en ce trimestre sous revue, la France a enregistré une croissance de 0,54%, l'Allemagne de 0,62% et l'Italie de 0,37%. En glissement annuel, la situation économique s'est davantage améliorée dans la zone euro. Ainsi, la France, l'Italie et l'Allemagne ont gagné respectivement 1,42 point de croissance, 0,69 points de croissance et 0,29 points de croissance. Cette performance économique intervient alors que le cours des matières premières enregistre une légère détérioration. Par ailleurs, la baisse du cours des matières premières semble avoir influencé l'inflation dans ces pays. Ainsi, ce contexte aurait favorisé la demande sur le court terme.

Dans les autres pays du G7, l'activité économique s'est également améliorée à l'exception du Royaume Uni où elle est demeurée quasiment constante par rapport

au premier trimestre 2017 (0,30%). Ainsi, en glissement trimestriel, les États-Unis ont enregistré une croissance de 0,75% soit une augmentation de 0,58 points de croissance. Le Canada a enregistré une croissance de 1,10% soit une amélioration de 0,18 points de croissance par rapport au trimestre précédent. Quant au Japon, il a enregistré une croissance de 0,63% par rapport au trimestre précédent. En glissement annuel, l'activité économique s'est détériorée au Royaume Uni comparativement à 2016. L'économie anglaise a cru de 0,34 point de croissance de moins par rapport au premier trimestre de l'année précédente. Le Japon et le Canada ont enregistré des croissances de 0,18 points de pourcentage et 1,42 point de pourcentage respectivement par rapport au second trimestre 2016. Quant aux États Unis, leur performance économique s'est améliorée de 0,40 point de croissance par rapport à la même période de 2016. La situation de l'économie américaine peut s'expliquer par l'effet conjugué d'une faible inflation propice à la demande, d'une détérioration du cours de matières premières et d'un abaissement du taux d'intérêt à long terme.

Figure 1 : Croissance des PIB de quelques pays



Source : OECD

L'inflation mondiale a baissé au second trimestre 2017 en raison d'une légère baisse du cours de pétrole. Les niveaux de prix se situent notamment à 1,90% aux États Unis, 1,32% au Canada, 1,68% en Allemagne, 2,70% au Royaume Uni et 0,89% en France.

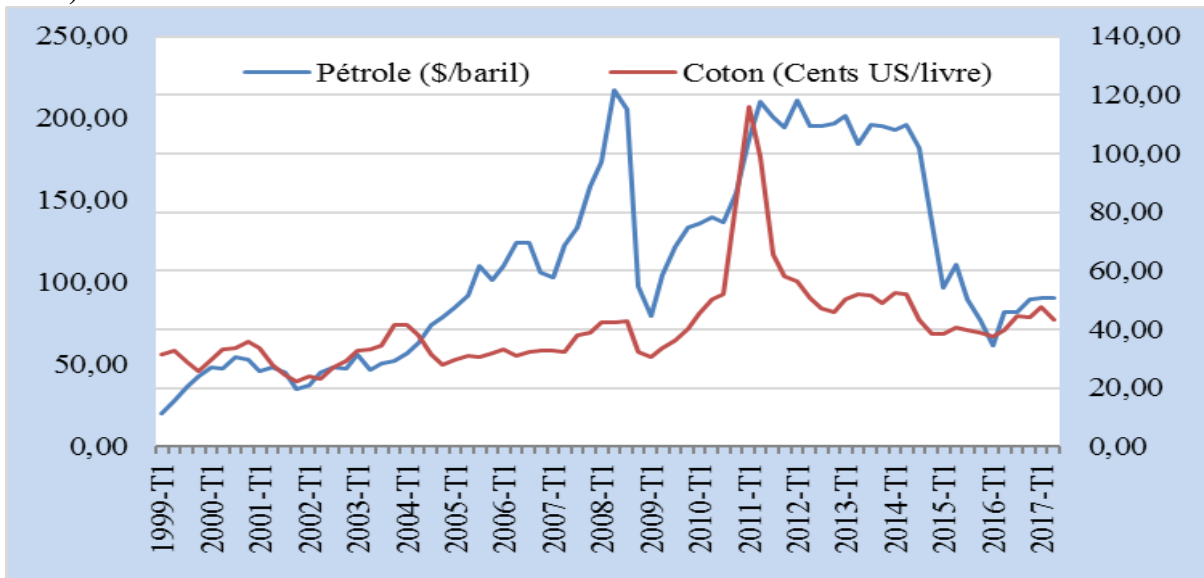
Quant aux taux d'intérêts au cours du trimestre sous revue, ils demeurent très faibles en France, Italie et Allemagne (-0,33%), Royaume Uni (0,33%) et Japon (0,06%). Par contre, certains pays ont enregistré une légère augmentation du taux

d'intérêt à court terme ; c'est le cas des États Unis (0,16 points de pourcentage).

En ce qui concerne les matières premières, le cours du pétrole brut a enregistré une baisse de 0,47% par rapport au premier trimestre 2017. Le cours du coton a également fléchi de 8,56% par rapport au premier trimestre 2017. En glissement annuel, les cours du pétrole brut (9,92%) et du coton (8,81%) se sont améliorés.

À fin juin 2017, le prix du pétrole brut se situe à 48,77\$ US le baril et le coton à 75,31 Cents la livre.

Figure 2 : Cours de quelques matières premières (axe droite : coton et axe gauche : pétrole)



Source : INSEE

II. ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE NATIONAL

II.1 LA PRODUCTION PETROLIERE

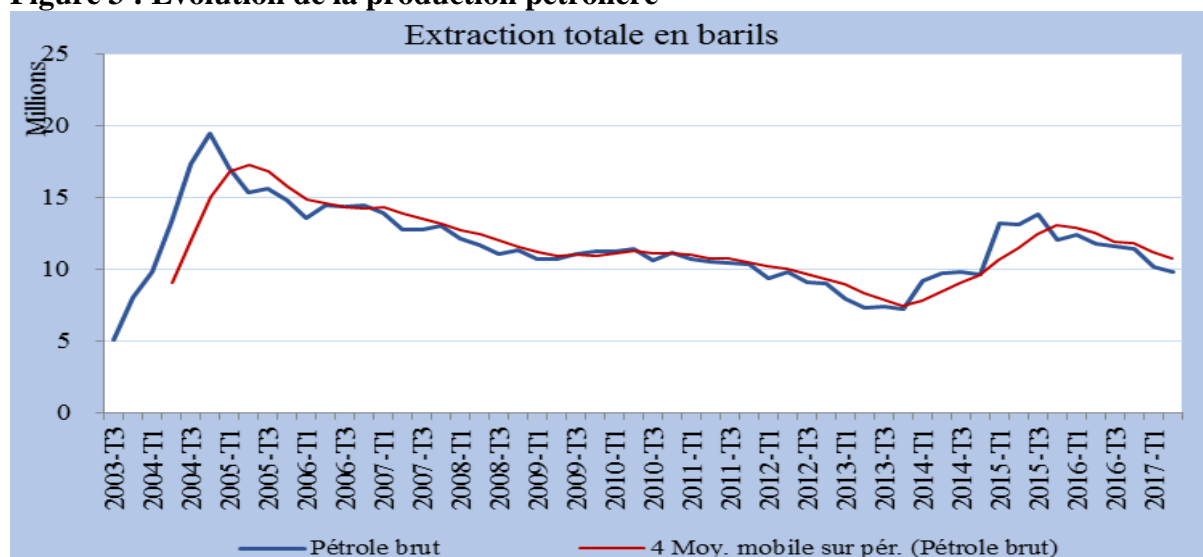
La production pétrolière : une baisse continue des activités de l'extraction du brut

La production pétrolière continue sa baisse entamée depuis le deuxième trimestre 2016. En ce trimestre sous revue, elle connaît une baisse de 3,82% par rapport au premier trimestre 2017. Cette baisse de production intervient dans un contexte caractérisé par une légère baisse des cours du brut sur le marché international et un vieillissement des puits de pétrole. En glissement annuel, la production pétrolière a baissé davantage (-17,01%) passant de

11,75 millions de barils à 9,76 millions au deuxième trimestre 2017. Pour le mois de juin 2017, la production pétrolière s'établit à 3,45 millions de barils.

En ce qui concerne l'avenir immédiat, la production pétrolière pourrait légèrement baisser sinon rester stable en raison du vieillissement des puits. Si la tendance actuelle est maintenue, on table sur une production de 9,71 millions pour le troisième trimestre 2017.

Figure 3 : Évolution de la production pétrolière



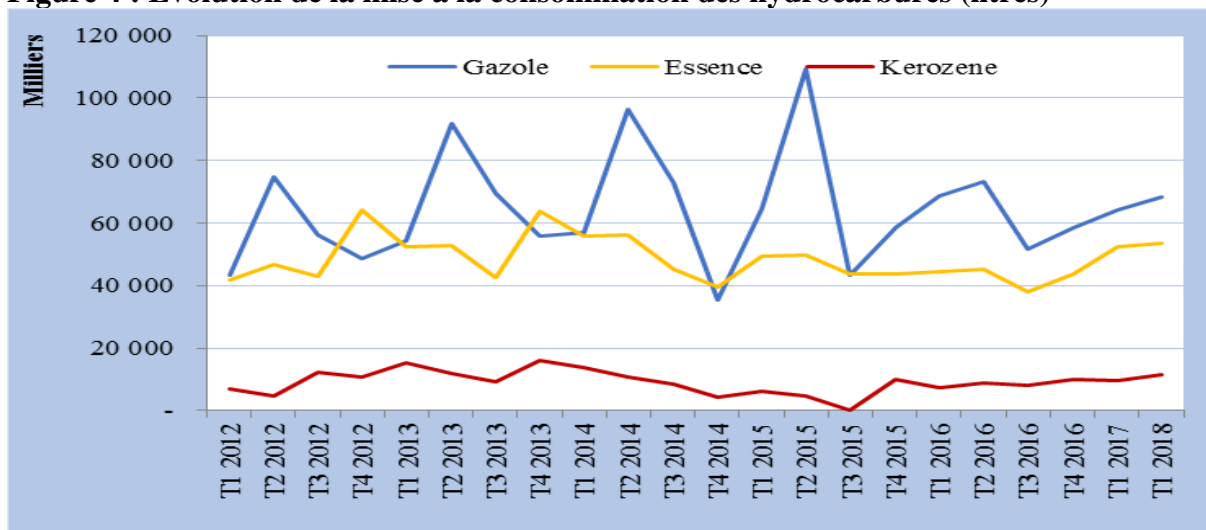
Source : Ministère du Pétrole

Mise à la consommation des hydrocarbures : Raffinerie de Djarmaya

La consommation des hydrocarbures connaît une amélioration en ce trimestre. La consommation du gazole connaît une augmentation de 6,45%, celles de l'essence et du kérozène grimpe de 2,04% et 18,86% respectivement au second trimestre 2017 par rapport au premier trimestre.

En glissement annuel, les volumes de l'essence et du kérozène consommés ont grimpé de 18,42% et 29,13% respectivement. Quant au volume de gazole consommé, il a baissé de 6,74% par rapport au second trimestre 2017.

Figure 4 : Évolution de la mise à la consommation des hydrocarbures (litres)



Source : INSEED

II.2 LA PRODUCTION INDUSTRIELLE

Raffermissement des activités industrielles avec une amélioration de production pétrolière

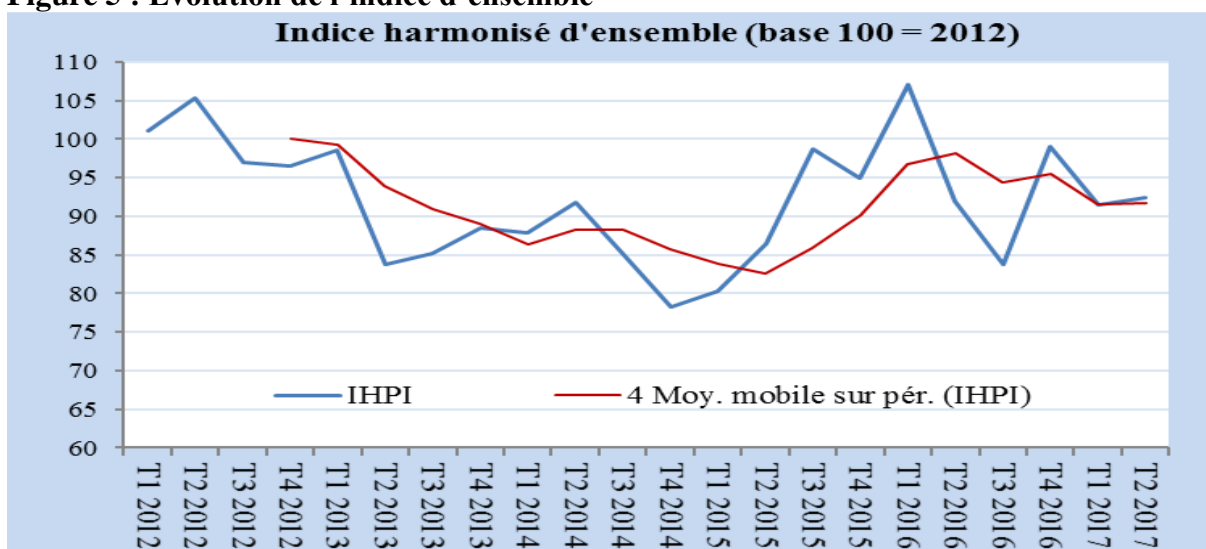
Au deuxième trimestre 2017, les activités industrielles ont connu une amélioration. L'indice harmonisé de la production industrielle a augmenté de 0,94% en variation trimestrielle. Cette performance des activités industrielles est essentiellement attribuable à l'amélioration des activités des industries extractives d'hydrocarbures (5,70%) et de production et distribution d'électricité et de gaz (167,90%). L'amélioration des activités industrielles au second trimestre 2017 peut s'expliquer par la production pétrolière dans un con-

texte d'augmentation de son cours. En effet, le pétrole pèse pour 81% dans l'indice de production des activités industrielles.

Toutefois, la performance industrielle a été contrée par la fabrication de produits alimentaires (-80,39%), l'imprimerie et reproduction d'enregistrement (-24,88%) et la fabrication de matériaux minéraux (-23,01%).

En glissement annuel, les activités industrielles connaissent une hausse moins importante (0,44%).

Figure 5 : Évolution de l'indice d'ensemble



Source : INSEED

Les activités des industries extractives d'hydrocarbure ont grimpé de 5,70% au second trimestre 2017 par rapport au trimestre précédent dans un contexte de légère augmentation du cours de pétrole. En glissement annuel, la production pétrolière connaît une baisse de 1,08%.

De même, les activités de production et distribution d'électricité et gaz ont grimpé de 167,90% en faveur d'un meilleur approvisionnement des centrales en gasoil. En glissement annuel, l'augmentation des activités de production et distribution d'électricité et de gaz a été moindre (10,25%).

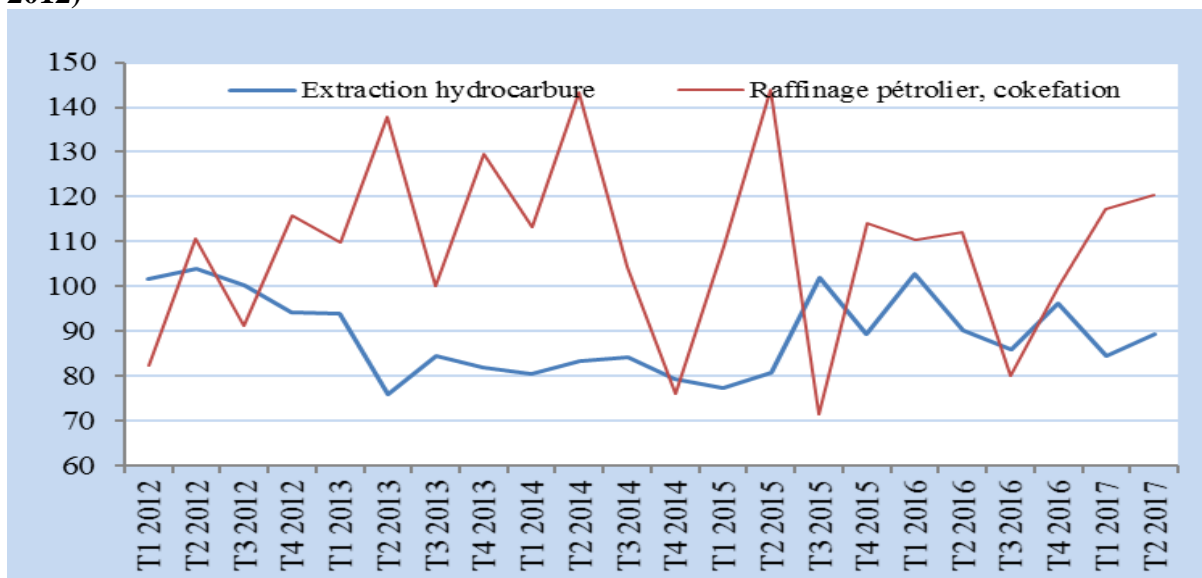
La fabrication des produits à base de tabac a également augmenté de 10,64% au second trimestre 2017 par rapport au premier trimestre. Comparé au niveau d'activité dans la fabrication des produits à base de tabac de la même période de 2016, il a augmenté de 82,04%.

Quant à la fabrication de produits alimentaires, elle a reculé de 80,39% en raison de la périodicité dans la production sucrière. En effet, la production de sucre a baissé considérablement en avril et elle est nulle en mai et juin. Toutefois, en glissement annuel, la fabrication de produits alimentaires a connu une hausse de 20,75%.

Les activités d'imprimerie et reproduction d'enregistrement ont également connu une baisse de 24,88% en ce trimestre par rapport au premier trimestre 2017. En glissement annuel, l'imprimerie et reproduction d'enregistrement ont baissé de 71,36%.

La fabrication de matériaux minéraux a connu une baisse de 23,01%. Cette hausse est une conséquence de l'augmentation de la production du ciment. En glissement annuel, la production de matériaux minéraux a connu une hausse de 43,57%.

Figure 6 : Évolution de l'indice d'extraction des hydrocarbures et raffinage (base 100 = 2012)

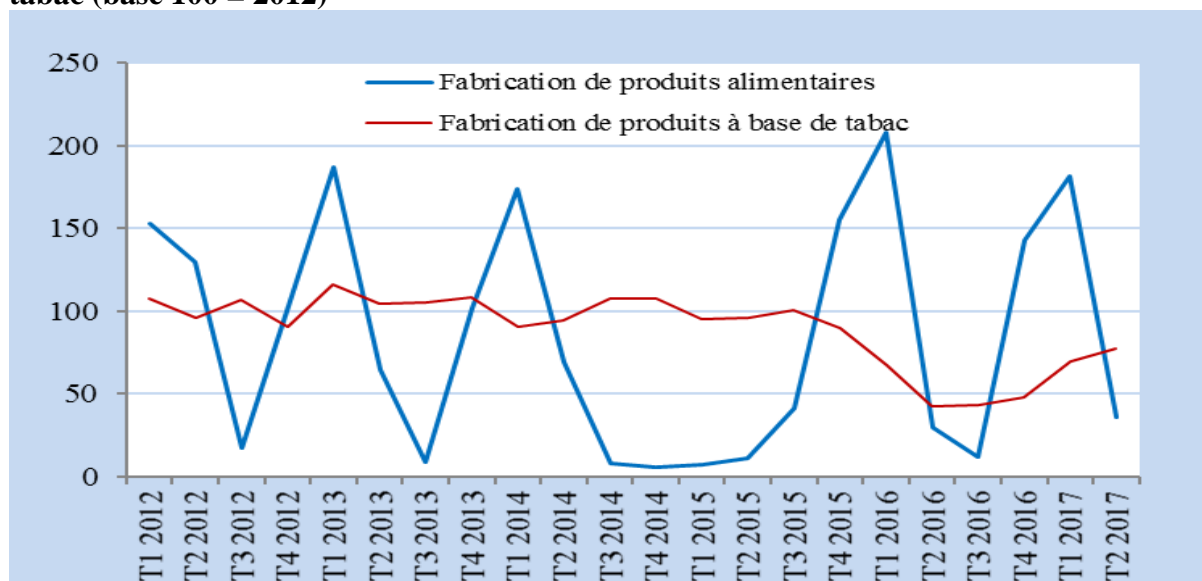


Source : INSEED

Au regard de nos analyses, l'économie s'est relevée grâce à l'amélioration des activités dans les industries extractives. Toutefois, la consommation a contribué à

plomber l'économie. De ce fait, les activités économiques pourraient s'améliorer en raison de l'amélioration de la production du brut.

Figure 7 : Évolution des indices de fabrication des produits alimentaires et à base de tabac (base 100 = 2012)



Source : INSEED

II.3 LE COMMERCE EXTERIEUR ET LES SERVICES

Une détérioration des échanges extérieurs

Les échanges extérieurs ont régressé au second trimestre 2017. Les exportations ont fléchi de 2,39% par rapport au premier trimestre 2017. Toutefois, en glissement annuel, les exportations en valeur ont augmenté de 79,88%. Cette performance pourrait s'expliquer par les exportations hors pétrole dont le bétail et le coton encouragées par la relative stabilité du contexte de sécurité aux frontières.

Pour ce qui est des importations, elles ont baissé de 10,41% par rapport au premier trimestre 2017. En glissement annuel, les importations ont baissé de 39,02%.

Ainsi, au premier trimestre 2017, les exportations représentent 5,00% des importations soit une amélioration du taux de couverture de 8,94 points de pourcentage par rapport au premier trimestre 2016.

Tableau 1 : Évolution du commerce extérieur (en millions de F CFA) (hors pétrole et coton)

Trimestre	Exportation	Importation	Taux de couverture
2016-T1	5685,92	107227,87	5,31
2016-T2	3285,55	123267,90	2,67
2016-T3	2646,40	72971,10	3,63
2016-T4	2922,95	84288,37	3,47
2017-T1	6055,15	86193,09	7,23
2017-T2	5910,16	75017,02	7,88

Source : base SYDONIA

Une amélioration continue des affaires et une baisse de l'emploi dans les entreprises

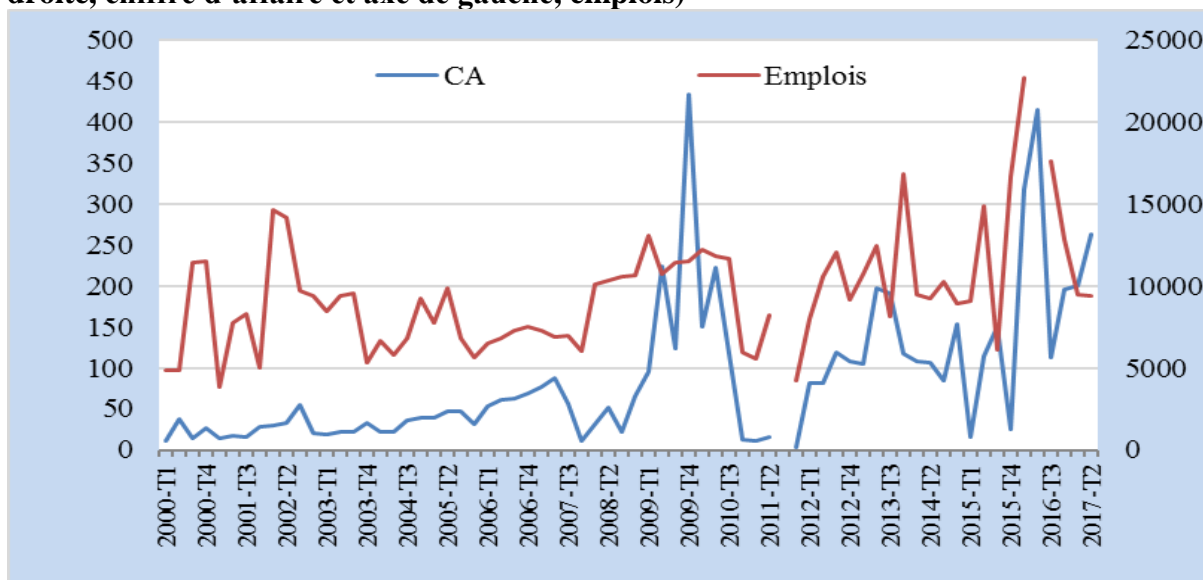
Au second trimestre 2017, les entreprises ont enregistré une augmentation de leur chiffre d'affaire (30,61%). Cette amélioration

est portée essentiellement par l'hôtellerie et la téléphonie qui ont connu une hausse de 20,48% et 30,70% de leurs chiffres d'affaire respectifs. L'amélioration

des affaires dans la téléphonie pourrait s'expliquer par les actions publicitaires menées visant à inciter la consommation des services malgré la taxation gouvernementale augmentant le coût des services.

En glissement annuel, on note une baisse du chiffre d'affaire moyen de 36,74%.

Figure 8 : Évolution du chiffre d'affaire moyen (en millions de F CFA) et emplois (axe droite, chiffre d'affaire et axe de gauche, emplois)



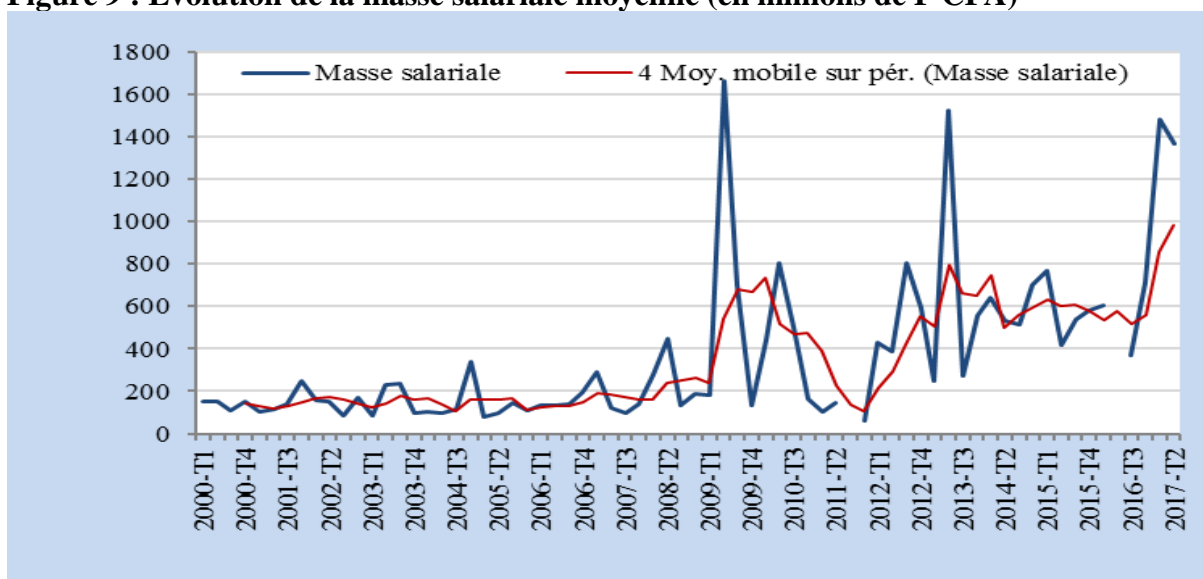
Source : les entreprises concernées

Pour ce qui est de l'emploi, seul l'emploi dans le transit a grimpé de 14,71% alors que l'emploi dans la téléphonie et l'hôtellerie a baissé de 2,61% et 4,59% respectivement. Ainsi, l'emploi dans les entreprises a régressé de 0,35% au second

trimestre 2017 par rapport au trimestre précédent.

De même, la masse salariale a chuté de 7,95% en variation trimestrielle du au fléchissement de celle de la téléphonie (-8,72%).

Figure 9 : Évolution de la masse salariale moyenne (en millions de F CFA)



Source : les entreprises concernées

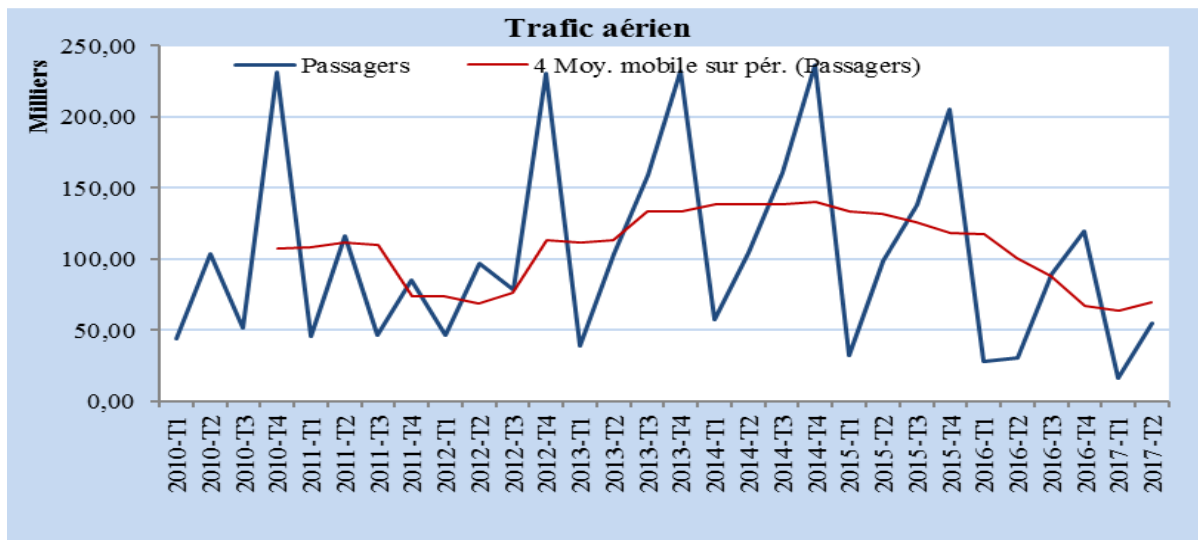
Le trafic aérien : une amélioration

Le trafic aérien a enregistré une augmentation du nombre de passagers de 2,4 fois par rapport au premier trimestre 2017. Les mouvements d'avions ont également cru de 29,56% au deuxième trimestre 2017 par rapport au premier trimestre 2017. Quant aux frets, leur volume a grimpé de 33,87%. La performance dans le trafic aérien en ce trimestre peut s'expliquer par

l'organisation du forum panafricain de jeunesse.

De même, en glissement annuel, le trafic aérien connaît également une amélioration. En effet, le nombre de passagers a augmenté de 80,95%. Cette légère augmentation du trafic aérien en 2017 est attribuable à l'amélioration du contexte de sécurité.

Figure 10 : Évolution du trafic aérien



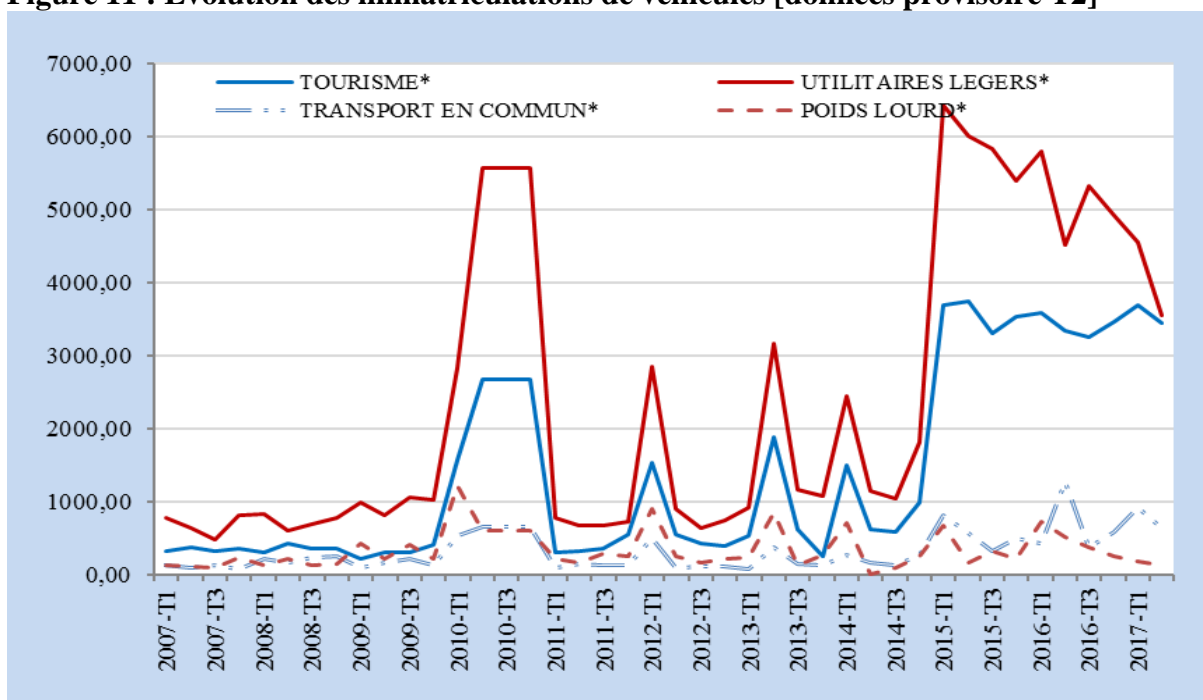
Source : ADAC

Les immatriculations de véhicules : une baisse continue

Les immatriculations des véhicules connaissent une baisse entamée au quatrième trimestre 2016. Ainsi, les immatriculations des véhicules utilitaires légers, des véhicules de tourisme et de poids lourds ont reculé respectivement de 22,13%, 6,92% et 30,00% au second trimestre 2017. De même, les immatriculations des véhicules de transport en commun ont fléchi de 30,28% au second trimestre 2017 par rapport au trimestre précédent.

En glissement annuel, globalement les immatriculations ont diminué de 12,31%. Cette baisse est imputable à l'immatriculation des véhicules utilitaires légers (21,66%), des poids lourds (76,56%) et des transports en commun (49,67%). La baisse des immatriculations a été freinée par l'augmentation de celles des véhicules de tourisme (3,03%).

Figure 11 : Évolution des immatriculations de véhicules [données provisoire T2]



Source : Direction Générale de Transport de Surface.

II.4 LA COMPETITIVITE DE L'ECONOMIE TCHADIENNE

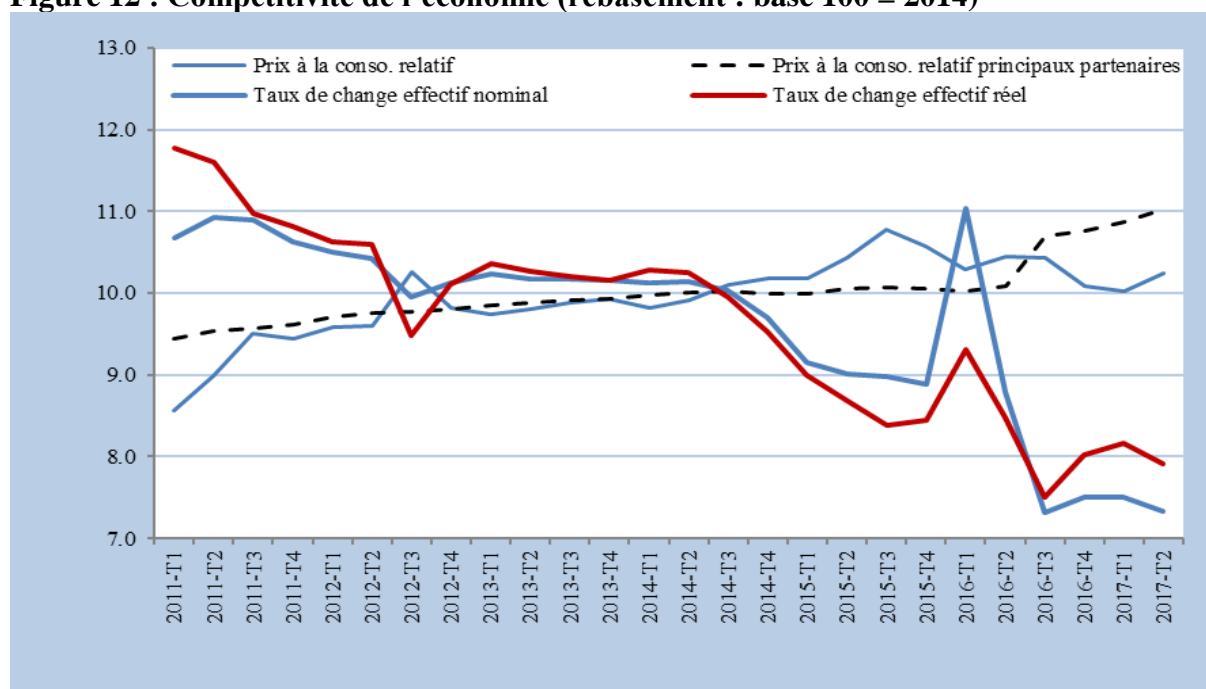
La compétitivité : une amélioration

L'indice national des prix à la consommation a grimpé en ce second trimestre 2017, et a augmenté de 2,15% par rapport au premier trimestre 2017. En glissement annuel, les prix à la consommation ont connu une baisse de 1,890%. Quant au niveau de prix agrégés des principaux partenaires du Tchad, il s'est amélioré aussi bien en glissement trimestriel qu'annuel. Il a connu une augmentation de 1,37% en glissement trimestriel et 9,37% en glissement annuel.

En ce qui concerne le taux de change effectif nominal, il s'est détérioré de 2,38%

par rapport au premier trimestre 2017. En glissement annuel, le taux de change nominal s'est davantage déprécié (16,61%). En valeur réelle, le taux de change s'est également détérioré (3,03%) au second trimestre 2017 par rapport au premier trimestre 2017. De plus, il a enregistré une baisse de 6,67% en glissement annuel. En bref, le niveau de compétitivité du Tchad s'est amélioré en ce trimestre ainsi que par rapport à l'année 2016.

Figure 12 : Compétitivité de l'économie (rebasement : base 100 = 2014)



Source : INSEED

II.5 LES PRIX

Prix à la consommation repart à la hausse

Au deuxième trimestre 2017, l'indice national a enregistré une augmentation 2,15% par rapport au trimestre précédent. Cette hausse du niveau général de prix est attribuable à celle enregistrée sur les produits alimentaires et boissons non alcoolisées (5,13%) ainsi que sur les boissons alcoolisées (3,59%). Cette hausse de prix enregistrée dans ces fonctions peut s'expliquer par

la période de soudure qui débute avec les premières pluies.

La hausse du niveau général des prix a été amoindrie par une baisse de prix des meubles, articles de ménage et entretien (-0,57%), du service des transports (-0,45%) et du service des restaurations et hébergement (-0,45%).

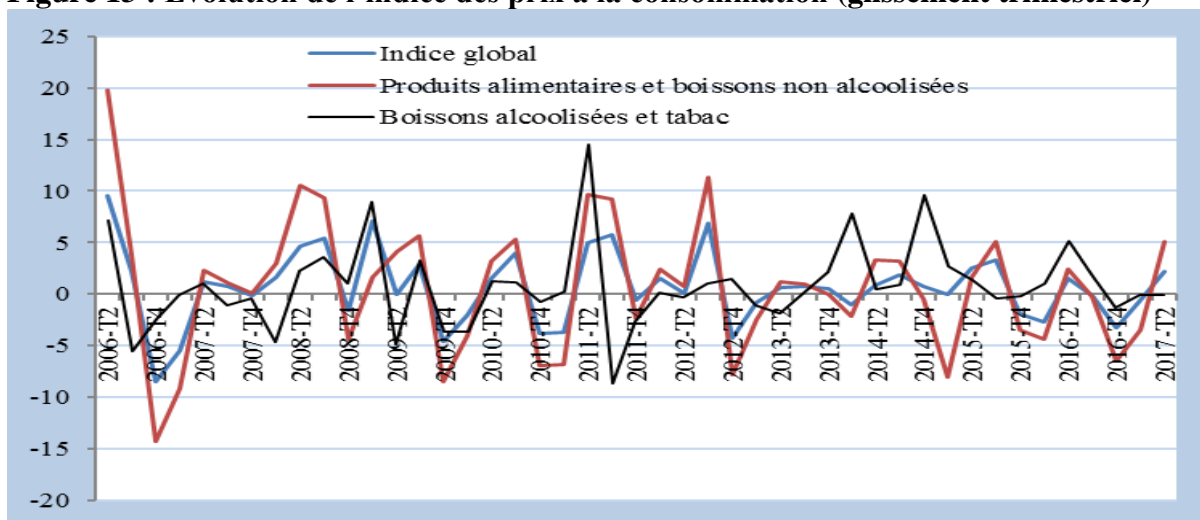
Par ailleurs, le niveau général des prix a baissé par rapport celui de la même période

de 2016. Le niveau de prix a baissé de 1,89% par rapport à celui du deuxième trimestre 2016. Cette baisse est consécutive à celles enregistrées dans le niveau de prix des produits alimentaires et boissons non alcoolisés (-5,38%) et celui des meubles, articles de ménage et entretien (-3,10%). Toutefois, cette tendance baissière a été contrée par les prix de communica-

tions (7,45%) et des articles d'habillement et chaussures (2,28%).

En ce qui concerne le futur immédiat, l'indice national de prix à la consommation pourrait légèrement baisser ou se stabiliser au troisième trimestre 2017 pour se situer au tour de 102,35 en raison de l'arrivée de nouveaux produits agricoles sur le marché vers la mi-août.

Figure 13 : Évolution de l'indice des prix à la consommation (glissement trimestriel)



Source : INSEED

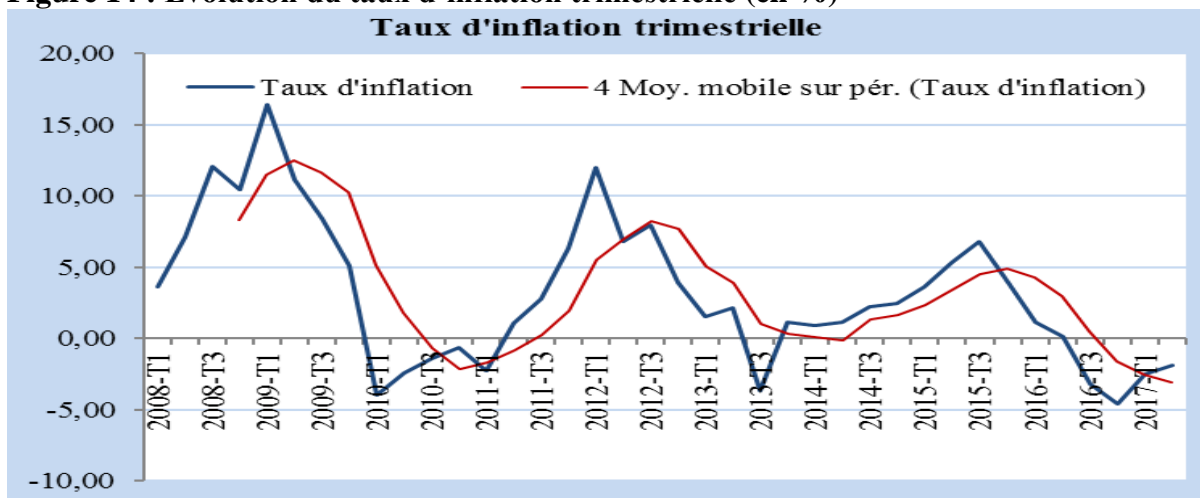
L'inflation : légère augmentation

L'inflation continue son augmentation entamée au premier trimestre 2017. Elle a grimpé de 0,6 points de pourcentage par rapport au premier trimestre, se situant ainsi à - 1,89%. Le léger relèvement de l'inflation est dû surtout à l'augmentation

des prix des produits alimentaires et boissons non alcoolisés ainsi que ceux des boissons alcoolisées et tabac.

Comparé à son niveau à la même période en 2016, l'inflation est en baisse de 1,99 point de pourcentage.

Figure 14 : Évolution du taux d'inflation trimestrielle (en %)



Source : INSEED

Niveau et tendance de prix des produits et service de première nécessité dans quelques grandes villes

N'Djamena : Au second trimestre 2017, l'indice global de N'Djamena a grimpé de 2,03% par rapport au premier trimestre. Cette hausse est une conséquence du relèvement du niveau de prix des produits de première nécessité à l'exception du gombo séché. En glissement annuel, le niveau de prix de N'Djamena a baissé de 1,58%. Cette baisse annuelle a été contrée par le prix du piment séché, du maïs et des hydrocarbures.

Abéché : La ville d'Abéché a enregistré une hausse du niveau général de prix de 2,60% en glissement trimestriel. Comparés aux prix de l'année passée, le niveau général des prix a baissé de 1,48%. Par ailleurs, en ce trimestre, les prix de denrées de première nécessité ont baissé par rapport à la même période d'il y a un an.

Doba : S'agissant de la ville de Doba, l'indice général a grimpé de 3,41% au second trimestre 2017 par rapport au premier

trimestre. En glissement annuel, la ville a enregistré une légère baisse du niveau de prix (-1,94%) consécutive à celle des denrées de première nécessité.

Moundou : Au second trimestre 2017, le niveau général des prix a connu une hausse de 2,79% par rapport au trimestre précédent. Par contre, le niveau de prix est en baisse de 2,61% par rapport à celui de la même période de 2016. De façon globale, les céréales ont connu une amélioration de leur prix contrairement à la viande.

Sarh : Au second trimestre 2017, le niveau général des prix a fléchi de 7,81% par rapport à la même période de 2016. Comparé au trimestre précédent, le niveau des prix a grimpé de 0,61%. Pour ce qui est des produits de première nécessité, le niveau de prix des céréales a grimpé contrairement à la viande et aux condiments en ce trimestre par rapport au premier trimestre 2017.

Tableau 2 : Évolution des prix de produits de premières nécessités par ville (en %)

	N'Djamena		Abéché		Doba		Moundou		Sarh	
	Glissement trimestriel	Glissement annuel	Glissement trimestriel	Glissement annuel	Glissement trimestriel	Glissement annuel	Glissement trimestriel	Glissement annuel	Glissement trimestriel	Glissement annuel
Petit Mil (kg)	9,181	-0,265	15,221	-0,830	12,911	-0,069	29,977	-7,099	24,576	-13,572
Mais (kg)	10,633	3,690	10,744	-6,994	7,923	-10,022	25,263	-3,644	14,712	-16,683
Riz (kg)	2,307	-1,310	0,060	-0,011	6,481	-5,610	14,652	-1,062	32,676	0,447
Sorgho (kg)	2,585	-5,629	71,343	42,199	16,547	-0,015	28,369	-1,986	43,575	-16,701
Farine de blé (kg)	2,652	-0,158	-17,839	-45,105	5,872	49,931	-4,009	-5,426	17,007	11,789
Viande de bœuf avec os (kg)	16,161	-5,062	9,104	-11,132	-0,175	17,034	8,694	-11,580	-3,895	-17,859
Viande de mouton (Kg)	16,156	-1,639	10,444	0,185	-14,160	11,345	-0,761	-23,492	23,274	8,870
Viande de bœuf sans os (kg)	4,600	1,536	-3,102	2,287	3,662	26,248	33,094	6,545	-15,313	-21,508
Carpe fraîche (Kg)	7,987	-0,577			-4,553	-19,808	9,630	-24,443	0,404	-42,593
Huile d'arachide locale (litre)	0,875	-8,947	21,189	-3,288	2,009	-32,315	-4,027	-17,240	20,243	-18,435
Datte locale (kg)	0,788	5,659	-4,862	15,183	21,807	-3,075	-4,743	-6,395	1,131	52,272
Piment séché (kg)	173,019	105,080	76,508	109,892	110,378	6,862	142,927	83,726	199,792	139,125
Gombo séché (kg)	-58,500	-66,366	-22,266	-43,377	-37,181	-72,768	-42,527	-57,727	-62,762	-69,615
Eau (m3)	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000
Électricité 1er tranche (kwh)	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000
Gaz butane de 6kg	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	2,000	-5,556	-0,752	-8,333
Essence (litre)	0,000	8,958	0,000	3,427	-1,576	4,774	0,976	10,345	1,081	-1,579
Gaz-oil (litre)	0,000	8,190	13,933	13,933	1,124	9,091	0,799	5,619	-3,337	-4,923
Indice global	2,029	-1,578	2,681	-1,479	3,410	-1,940	2,788	-2,607	0,613	-7,808

Source : INSEED

Les produits locaux et importés

Une analyse de l'évolution du niveau des prix dans les cinq grandes villes selon l'origine des produits montre que le niveau de prix des produits locaux a grimpé en ce trimestre par rapport au premier trimestre 2017 dans toutes les villes. Le niveau de prix de ces produits a grimpé de 2,46% à N'Djamena, 3,87% à Abéché, 2,57% à Doba, 4,06% à Moundou et 0,43% à Sarh par rapport au premier trimestre 2017 à cause du début des pluies rendant difficile les échanges.

Comparé au niveau de prix de l'année précédente à la même période, le niveau de prix des produits locaux a baissé à N'Djamena (0,51), Doba (6,00%), Sarh (6,86%) et Moundou (1,16%). Toutefois, la ville d'Abéché fait exception avec une

augmentation du niveau de prix des produits locaux de 2,13%.

Pour ce qui est des produits importés, leur niveau de prix a également augmenté dans toutes les villes à l'exception de Doba (-0,73%) et de Moundou (-1,03%). Ainsi, le prix des produits importés a augmenté à N'Djamena (0,31%), Abéché (0,10%) et Sarh (1,24%) en ce trimestre par rapport au premier trimestre 2017. En glissement annuel, le niveau de prix des produits importés a baissé par rapport à la même période en 2017 à Doba (1,51%), Moundou (-1,85%) et Sarh (-5,20%). La baisse de prix de cette année peut s'expliquer par la relative amélioration du contexte de sécurité aux frontières.

Tableau 3: Évolution des indices de produits par ville et selon leur origine (en %)

	Produits locaux		Produits importés	
	Glissement trimestriel	Glissement annuel	Glissement trimestriel	Glissement annuel
N'djamena	2,460	-0,506	0,314	2,780
Abéché	3,866	2,126	0,098	0,636
Doba	2,570	-5,994	-0,733	-1,509
Moundou	4,061	-1,156	-1,031	-1,852
Sarh	0,432	-6,858	1,243	-5,202

Source : INSEED

L'inflation sous-jacente : augmentation

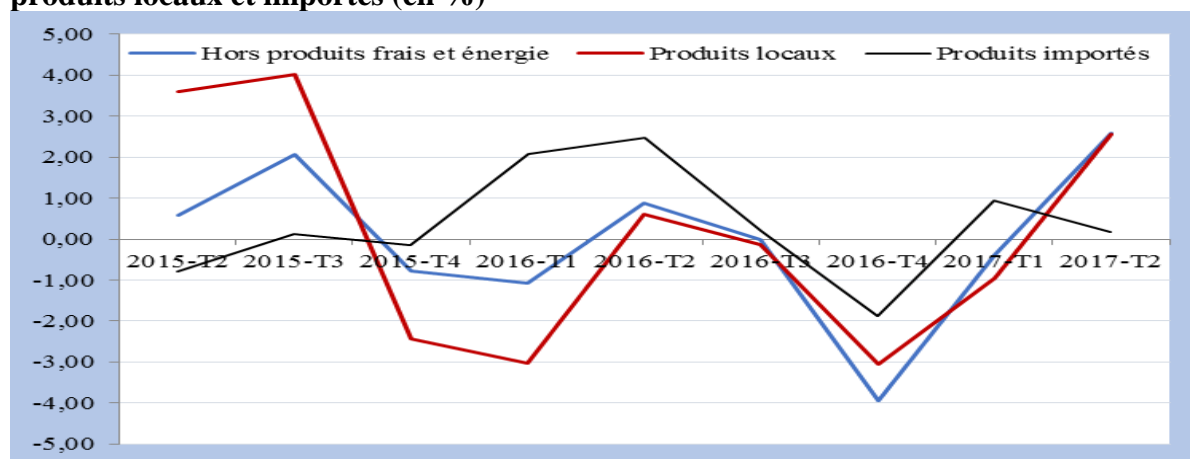
L'inflation hors produits frais et énergie a grimpé au second trimestre 2017 pour se situer à 2,58% soit une hausse d'environ 3 points de pourcentage par rapport au premier trimestre 2017. Comparé à l'inflation générale, comprenant les produits frais et énergie, l'inflation hors produits frais et énergie est en hausse de 4,47 points de pourcentage.

Pour ce qui est des produits locaux, le niveau d'inflation est passé de -0,96% au premier trimestre 2017 pour se situer à

2,56% au deuxième trimestre 2017. Comparativement au niveau d'inflation de la même période de 2016, il a augmenté de 1,95 point de pourcentage.

En ce qui concerne les produits importés, l'inflation sous-jacente se situe à 0,18% au second trimestre 2017. Toutefois, ce niveau d'inflation est très faible comparativement à celui des produits locaux en raison de l'amélioration du contexte de sécurité à la frontière favorisant l'entrée des produits étrangers.

Figure 15 : Évolution du taux d'inflation trimestrielle hors produits frais et énergie, de produits locaux et importés (en %)



Source : INSEED

II.6 LES FINANCES PUBLIQUES ET LA MONNAIE

Amélioration des finances publiques

Au deuxième trimestre 2017, les finances publiques sont caractérisées par les évolutions suivantes :

Du côté du budget de l'État, les recettes budgétaires ont enregistré une hausse. Il en est de même des dépenses budgétaires qui ont enregistré une hausse beaucoup plus importante que les recettes.

Les recettes base caisse ont connu une hausse de 26,80% par rapport au premier trimestre. La progression de ces recettes trouve son explication dans l'effort de mobilisation des ressources domestiques et les réformes entamés par le Gouvernement. En glissement annuel, la situation de recettes est assez bonne, avec une augmentation des encaisses de 42,55% et des recettes budgétaires de 119,49%.

Quant aux dépenses base décaissement, elles ont augmenté de 65,55% au deuxième trimestre 2017. Les dépenses du personnel auquel on ajoute le paiement des arriérés

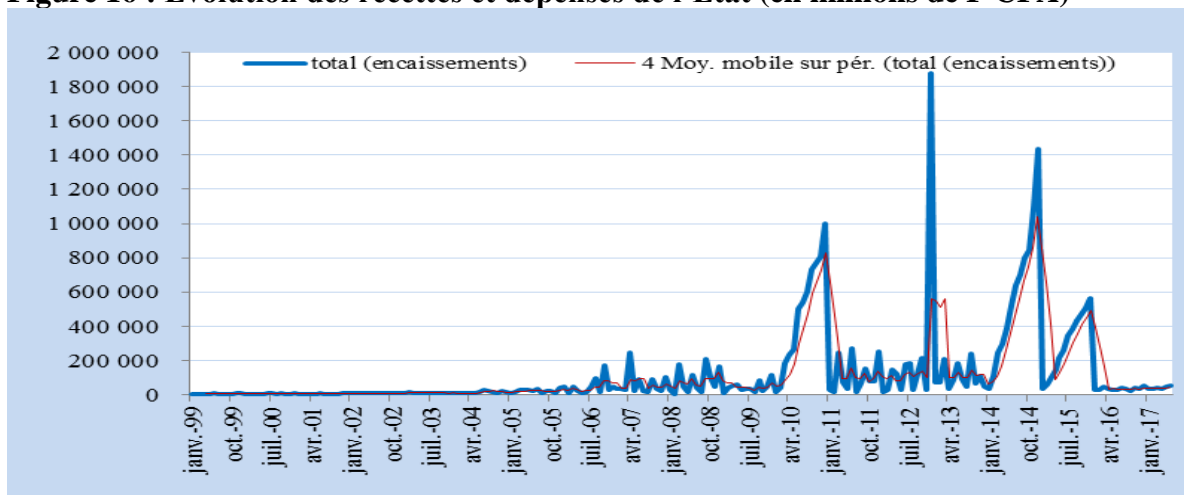
des salaires, ont contribué davantage à cette hausse (+95,35%).

Ainsi, au deuxième trimestre 2017, sur le plan des dépenses, les dépenses de personnel, de fonctionnement et d'investissement ont augmenté respectivement de 95,35%, 71,39% et 100,00% respectivement. Les efforts du Gouvernement commencent à donner du fruit avec l'amélioration de la situation des finances publiques surtout du point de vue recette.

En glissement annuel, seules les dépenses d'investissement (-92,31) et les dépenses à imputer (94,72%) ont diminué.

Malgré les efforts du gouvernement pour assurer le financement des investissements essentiels, l'entretien des forces de défense et de sécurité engagées dans la lutte contre le terrorisme dans les pays limitrophes ainsi que la prise en charge des réfugiés continuent de peser sur la trésorerie publique.

Figure 16 : Évolution des recettes et dépenses de l'État (en millions de F CFA)



Source : Trésorerie Générale

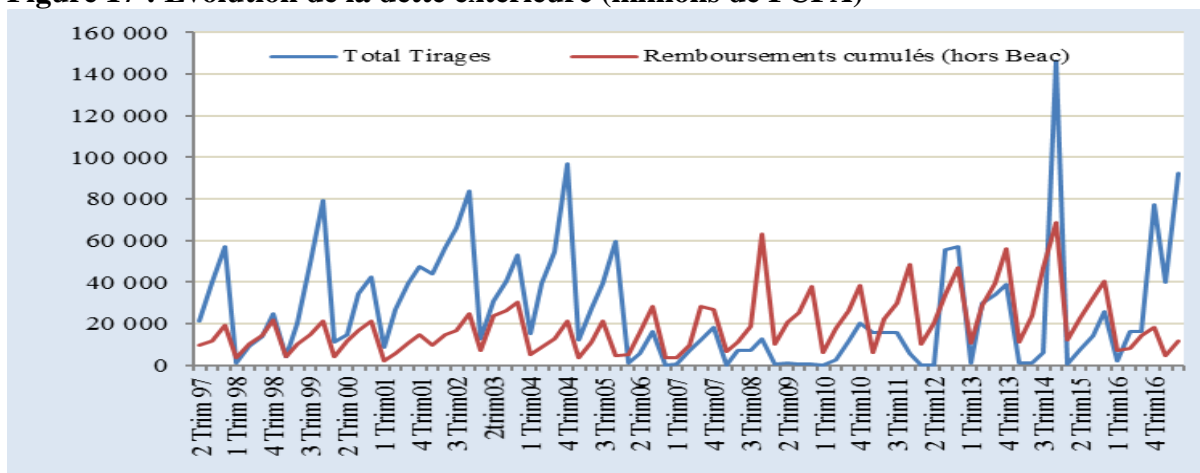
Situation de la dette publique extérieure

L'encours de la dette publique extérieure à fin juin 2017 établie à 837,318 milliards de FCFA est en augmentation de 5,10% en variation trimestrielle et de 9,12% en glissement annuel. Cette hausse de l'encours de la dette est renforcée par l'augmentation des remboursements (hors BEAC) qui ont atteint près de 2 fois leurs niveaux au trimestre précédent atteignant 11,73 milliards de FCFA. L'augmentation de l'encours du trimestre est essentiellement due à celui

des crédits bilatéraux qui ont atteint 1,39 fois leurs niveaux du premier trimestre pour se situer à 88,677 milliards de FCFA. Les crédits multilatéraux ont également grimpé de 39,15%.

En glissement annuel, l'encours de la dette a augmenté de 9,12% tandis que les tirages ont atteint 4,72 fois leurs niveaux à la même période de 2016. Par ailleurs, les remboursements cumulés ont augmenté également de 42,43%.

Figure 17 : Évolution de la dette extérieure (millions de FCFA)



Source : Direction de la dette

La situation monétaire : baisse continue du crédit à l'économie et des créances nettes sur l'État

La situation monétaire est caractérisée par une amélioration de la position extérieure nette (3,01 %) à fin juin 2017 comparati-

vement à fin mars 2017. Comparativement à la même période de 2016, la position extérieure nette s'est détériorée (54,74%).

D'après la BEAC, cette détérioration de la position extérieure nette du système monétaire du Tchad provient de l'effet conjugué de l'augmentation de 102,5% des engagements extérieurs de la Banque Centrale malgré la hausse de ses réserves internationales (+65,8%) induite par la progression des autres avoirs.

Quant aux crédits intérieurs, ils connaissent une diminution de 2,47% en juin 2017 par rapport à mars 2017. Les composantes « crédits à l'économie » et « crédits intérieurs » connaissent également une légère baisse (0,79% et 2,47% respectivement) en juin 2017 par rapport à mars 2017. En glissement annuel, les crédits à l'économie baissent de 5,36% pour s'établir à 626,600 milliards de F CFA. Cette baisse traduit la dégradation des opportunités d'affaires, dans un contexte de chute drastique des prix du pétrole ainsi que du climat d'insécurité perpétrée par la Secte Terroriste Boko Haram qui sévit depuis quelques temps aux frontières (BEAC, 2017).

Quant à la position nette de l'État sur le système bancaire, elle s'est légèrement améliorée en fin juin, passant de 506,88 milliards de F CFA en mars 2017 à 483,79 milliards en juin 2017. Par contre, comparée à juin 2016, la position nette du Gouvernement s'est détériorée en juin 2017. Cette situation peut s'expliquer par le recours de l'État à l'émission des bons et obligations assimilables du Trésor notamment à cause du ralentissement général des activités économiques et la baisse considérable des recettes pétrolières ayant impacté négativement les crédits à l'État, le financement des travaux publics et l'entretien des forces de défense et de sécurité engagées dans la lutte contre le terrorisme dans les pays voisins ainsi que de la prise en charge des réfugiés. (BEAC, 2017).

Quant à la masse monétaire, elle enregistre une légère augmentation de 0,49% en juin 2017 par rapport à mars 2017. En glissement annuel, la masse monétaire a régressé de 7,20%.

Tableau 4 : Évolution de la situation monétaire (en millions de F CFA)

Fin de périodes		Avoir ext. Net	crédit intérieur	créance net sur l'Etat	crédit à l'économie	Masse monétaire	Autres postes nets
2014	MARS	398 148	539 915	44 424	495 491	872 861	- 72 178
	JUIN	386 495	601 349	41 330	560 019	929 906	- 72 492
	SEPT	332 083	670 490	97 694	572 796	948 024	- 79 619
	DEC	522 728	623 176	71 378	551 798	1 042 891	- 40 104
2015	MARS	372 560	697 975	79 531	618 444	1 005 466	- 92 496
	JUIN	252 280	787 920	110 972	676 948	975 131	- 92 919
	SEPT	155 753	832 564	213 094	619 470	941 547	- 114 035
	DEC	88 599	902 257	299 245	603 012	977 650	
2016	MARS	- 98 101	1 034 496	381 635	652 861	961 734	- 217 060
	JUIN	- 279 880	1 136 012	473 951	662 061	921 646	
	SEPT	- 303 003	1 212 900	543 556	669 344	956 059	
	DEC	- 303 680	1 168 696	534 552	634 144	922 225	
2017	MARS	- 353 881	1 138 457	506 878	631 579	845 084	
	JUIN	- 343 226	1 110 391	483 791	626 600	849 194	

Source : BEAC

II.7 INDICATEURS ÉCONOMIQUES

Ralentissement attendu de l'économie

En 2017, l'économie nationale connaîtrait une légère amélioration. La croissance s'établirait à 0,6%. Cette performance serait attribuable à l'agriculture et l'élevage. L'élevage s'améliorerait grâce à l'amélioration du contexte de sécurité propice aux exportations de bétails. Cependant, eu égard à la baisse continue de la production pétrolière, le PIB pétrolier con-

naitrait une croissance de -0,6 % tandis que le PIB hors pétrole enregistrerait une croissance de 0,7% pour l'année 2017. Le ralentissement des activités économiques serait plus important dans le secteur de service (-4,8%) alors que le secteur primaire et le secteur secondaire enregistreraient une croissance de 6,1% et -0,8% respectivement.

Tableau 5 : Taux de croissance en volume (%)

	2015	2016	2017 ¹
Secteur primaire	10,7	-11,0	6,1
Secteur secondaire	41,5	-13,5	-0,8
Secteur tertiaire	-2,3	4,9	-4,8
PIB au prix du marché	3,8	-2,7	0,6
PIB pétrolier	48,6	-13,1	-0,6
PIB hors pétrole	-2,2	-0,6	0,7

Source: DEP/INSEED

¹ Les données de 2017 sont des prévisions

Dépenses publiques en baisse

La situation économique défavorable évoquée précédemment n'est pas sans conséquence sur certaine nature des dépenses. Ainsi en 2017, les dépenses de l'État connaîtront une hausse de 5,20 % par rapport à leur niveau de 2016. Les dépenses de fonctionnement courant (biens et services) progresseront de 28,69% pour

s'établir à 61,00 milliards de F CFA. Les intérêts de la dette, les dépenses de personnel et les transferts et les investissements diminueront de 15,39 %, 12,86 % et 8,76 % respectivement. Toutefois les investissements seront relancés à hauteur de 250,06 milliards soit 37,37 % par rapport à 2016.

Tableau 6 : Évolution des dépenses de l'État (en milliards de F CFA)

	2015	2016	2017
Dépenses totales	1115,09	751,37	790,46
Intérêts de la dette	44,14	39,04	33,03
Dépenses de personnel	368,85	374,52	326,37
Dépenses de biens et services	92,49	47,4	61,00
Dépenses de transferts	237,14	131,52	120,00
Dépenses d'investissements	372,48	182,03	250,06

Source: DEP/MFB, 2017

Annexe 1 :

I. INDICATEURS SOCIO-ECONOMIQUES ET DEMOGRAPHIQUES RECENTS

Selon les projections de l'INSEED, le Tchad compte 14,7 millions d'habitants en 2017, inégalement répartie sur une superficie de 1 284 000 Km². Ainsi, on compte 11,41 habitants au Km². Le taux de croissance de la population est de 3,6 % faisant du Tchad un des pays à fort taux d'accroissement et de fécondité. En effet, l'indice synthétique de fécondité se situe à 6,4 enfants et 30% de naissance sont à intervalle inter gésique court (moins de 24 mois). Cette situation peut s'expliquer par la précocité des femmes à la 1^{ère} union (16,1 ans) et au 1^{er} accouchement (51% des femmes de 20-24 ans ont la 1^{ère} naissance vivante avant 18 ans). La faible connaissance des méthodes contraceptives, 63% des femmes ont une connaissance des méthodes contraceptives modernes contre 23% des méthodes traditionnelles vient renforcer également ce niveau de fécondité. De plus, les besoins en contraceptions non satisfaites restent assez élevés chez les femmes en union (23%). Malheureusement, seulement 22% des accouchements ont lieu ; dans un établissement de santé, et 24% assistés par un professionnel de santé.

Ainsi, le Tchad, comme tout autre pays à faible revenu connaît d'importants problèmes sanitaires. Le paludisme demeure le 1^{er} motif de consultation dans les formations sanitaires (MSP/DSIS, 2016) du fait de la faible utilisation des moustiquaires imprégnés d'insecticide (36% des enfants de moins de 5ans et 35% des femmes enceintes). De plus, la prévalence du VIH/Sida chez les jeunes est de 1,4 % chez les femmes et 0,7 % chez les hommes. Ainsi, la mortalité infantile s'élève à 72 pour 1000 naissances vivantes. Cette situation tire l'espérance de vie à la naissance vers le bas. Ainsi, l'espérance de vie à la naissance d'un tchadien est de 51,6 ans soit plus de 0,2 ans par rapport à une femme tchadienne.

L'éducation reste également un défi pour le pays avec un taux d'alphabétisation des adultes s'établissant à 53,8 % chez les hommes contre 47,8 % chez les femmes et un taux de fréquentation du primaire de 50,9%.

Le niveau de pauvreté demeure également important dans la population ; soit une incidence de 46,7 %.

Tableau 7 : Indicateurs sociodémographiques

Population totale 2017 (Projection RGPH2, 2014)		14 649 076 hts
Densité (Projection RGPH2, 2014)		11,41 Hbts au km ²
Taux annuel moyen d'accroissement intercensitaire (RGPH2 2009)		3,60%
Espérance de vie à la naissance (RGPH2 2009)	– Total	52,4 ans
	– Femmes	51,4 ans
	– Hommes	51,6 ans
Taux d'alphabétisation des adultes (EDS-MICS 2014)	– Total	50,10%
	– Femmes	35,30%
	– Hommes	64,80%
Taux net de fréquentation niveau primaire (EDS-MICS 2014)	– Total	50,90%
	– Femmes	47,80%
	– Hommes	53,80%
Indice synthétique de fécondité (EDS-MICS 2014)		6,4
Taux Global de fécondité général (TGFG)		239
Âge médian aux premiers rapports sexuels : femmes de 25-49 ans		16,2
Âge médian à la première union : femmes de 25-49 ans		16,1
Femmes de 15-19 ans qui sont déjà mères ou enceintes		36%
Femmes de 20-24 ans qui ont eu au moins une naissance vivante avant l'âge de 18 ans		51%
Proportion d'intervalle inter génésique court (EDS-MICS)		30,00%
Connaissance des méthodes contraceptives (chez les femmes), EDS-MICS, 2014		
	- Modernes	63,00%
	- Traditionnelles	23,00%
Besoins en contraception non satisfaits (EDS-MICS, 2014)		23,00%
Accouchements effectués dans un établissement de santé		22%
Accouchements effectués avec l'assistance d'un professionnel de la santé formé		24%
Proportion de femmes victimes de violence physique depuis l'âge de 15 ans (EDS-MICS, 2014)		29,00%
Taux de mortalité infantile (EDS-MICS 2014)		72 ‰
Taux de mortalité maternel des 15-49 ans		2,06‰
Taux de prévalence du VIH/SIDA, les 15-24ans (EDS-MICS).	– Femmes	1,40%
	– Hommes	0,70%
Prévalence du VIH pour les femmes de 15-49 ans		1,80%
Prévalence du VIH pour les hommes de 15-49 ans		1,30%
Femmes de 15-24 ans ayant une connaissance approfondie du VIH/SIDA		11%
Femmes de 15-49 ans qui déclarent connaître un lieu de dépistage du VIH		41%
Enfants de moins de 5 ans qui accusent une insuffisance pondérale sévère		11%
Enfants de moins de 5 ans ayant un retard de croissance sévère		22%
Enfants de moins de 5 ans sévèrement émaciés		4%
Enfants de moins de 5 ans dont la naissance est enregistrée		12%

Enfants de moins de cinq ans ayant dormi sous une MII la nuit précédant l'enquête (%)	36%
Femmes enceintes ayant dormi sous une MII la nuit précédant l'enquête (%)	35%
Enfants de 12-23 mois qui ont reçu tous les vaccins recommandés	25%
Membres des ménages utilisant des sources améliorées pour l'eau de boisson	55%
Membres des ménages qui utilisent de l'eau de boisson non améliorée qui utilisent une méthode de traitement appropriée	9%
Membres des ménages utilisant des toilettes améliorées qui ne sont pas partagées	7%
Incidence de la pauvreté (ECOSIT 2011)	46,70%

Source : INSEED

Tableau 8: Importations en valeur selon les 10 premiers pays de provenance en 2016 (hors pétrole et coton)

N°	Pays de provenance	Valeurs (en million FCFA)	Part dans le total des importations (en %)
1	Cameroun	570 938,60	84,90
2	France	36 881,75	5,48
3	États Unis	26 054,41	3,87
4	Chine	12 174,39	1,81
5	Émirats Arabes Unis	4 816,65	0,72
6	Inde	2 541,70	0,38
7	Canada	2 290,75	0,34
8	Belgique	2 076,47	0,31
9	Soudan	1 477,35	0,22
10	Grande Bretagne	1 476,27	0,22
Total des 10		660 728,34	98,25
Total Général		672 516,71	100,00

Source : Base SYDONIA

Tableau 9: Importations en valeur selon les 10 premiers pays de provenance hors pays de la CEMAC en 2016 (hors pétrole et coton)

N°	Pays de provenance	Valeurs (en million FCFA)	Part dans le total des importations (en %)
1	France	36 881,75	5,48
2	États Unis	26 054,41	3,87
3	Chine	12 174,39	1,81
4	Émirats Arabes Unis	4 816,65	0,72
5	Inde	2 541,70	0,38
6	Canada	2 290,75	0,34
7	Belgique	2 076,47	0,31
8	Soudan	1 477,35	0,22
9	Grande Bretagne	1 476,27	0,22
10	Allemagne	1 361,23	0,20
Total des 10		91 150,97	13,55
Total Général		672 516,71	100,00

Source : Base SYDONIA

Tableau 10 : Exportation du Tchad selon les pays de destinations 2016 (hors pétrole et coton)

N°	Pays destinations	Valeurs (en million F CFA)	Pourcentage dans l'ensemble des exportations
1	Turquie	3 413,65	23,48
2	France	2 538,75	17,46
3	Chine	1 732,90	11,92
4	Cameroun	1 462,56	10,06
5	Tunisie	1 339,80	9,21
6	Algérie	742,29	5,10
7	États Unis	666,13	4,58
8	République centrafricaine	365,52	2,51
9	Inde	328,61	2,26
10	Nigéria	298,90	2,06
Total de 10		12 889,11	88,64
Total général		14 540,82	100,00

Source : Base SYDONIA

Tableau 11: Les principaux produits d'exportations du Tchad en 2016 (Hors Pétrole et coton)

Produits	Valeurs (million de FCFA)	Pourcentage
Graines de sésame	4 003,50	27,53
Parties de machines de sondage ou de forage	2 323,55	15,98
Gomme arabique	2 187,32	15,04
Autres fils en fer ou en acier non alliés	1 102,51	7,58
Constructions préfabriquées	550,28	3,78
Tracteurs routiers pour semi-remorque cylindrée de 4.500 cm3 ou	483,96	3,33
Autres préparations pour sauces condiment et assaisonnement	358,51	2,47
Total	11 009,63	75,72
Total général	14 540,82	100,00

Source : Base SYDONIA

Ont participé à la confection de cette note de conjoncture

Supervision générale et coordination des travaux :

- **OUSMAN ABDOULAYE HAGGAR**, Directeur Général de l'INSEED ;
- **YOUSOUF IBN ALI**, Chef de Département des Synthèses et Statistiques Économiques.

Rédaction :

- **AHMAT SOULEYMANE HACHIM**, Chef de Service de la Conjoncture et des Prévisions macroéconomiques ;
- **FANGAMLA MARANDI**, Responsable de la Conjoncture ;
- **AZOUKALNE MOUKENET**, cadre au Service de la Conjoncture et des Prévisions Macroéconomiques.

Collecte et Traitement des données

- **FANGAMLA MARANDI**, Responsable de la Conjoncture ;
- **AZOUKALNE MOUKENET**, cadre au Service de la Conjoncture et des Prévisions Macroéconomiques.
- **BAMANI KEMDI Richard**, agent au Service de la Conjoncture et des Prévisions Macroéconomiques.

Toutes les correspondances concernant la note trimestrielle économique et sociale sont à adresser à :

**Monsieur le Directeur Général de l'Institut National de la Statistique,
des Études Économiques et Démographiques,**

B.P. 453, N'Djaména – TCHAD.

Tél. (235) 2 52 31 64 Fax : (235) 2 52 66 13

Email : inseed@intnet.td

[Site Internet : www.inseedtchad.org](http://www.inseedtchad.org)